

## **TERRORISME ET AFRIQUE**

### ***Sur le danger de nouveaux attentats en Afrique subsaharienne***

---

Stefan Mair

Vice-directeur de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP)

Publié dans la Revue de la sécurité africaine Vol 12 N° 1, 2003

Introduction

Les attentats perpétrés à Mombasa en novembre 2002 ont attiré l'attention sur une région du monde qui était jusqu'alors considérée comme un terrain mineur en matière de lutte contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre, à savoir l'Afrique subsaharienne. L'alliance contre le terrorisme limitait autrefois ses efforts dans la région à empêcher les combattants d'al-Qaïda de trouver refuge dans la Corne de l'Afrique. Elle semblait avoir oublié que les premiers attentats monstrueux perpétrés par al-Qaïda l'avaient été en Afrique de l'est. En 1998, les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam furent détruites par une bombe, faisant respectivement 291 et 10 victimes. Les actions menées récemment par al-Qaïda dans la région soulèvent deux questions : l'Afrique risque-t-elle de devenir un point névralgique du terrorisme international ? Et comment les attentats terroristes en Afrique peuvent-ils être évités à l'avenir ?

Selon les conclusions irréflechies de certains spécialistes du développement, la pauvreté est la cause principale du terrorisme. Si c'était vraiment le cas, l'Afrique subsaharienne serait un terrain propice à l'enracinement et à l'expansion de cellules terroristes. Le fait que ces deux processus soient loin d'être perceptibles ajoute foi à la thèse selon laquelle les causes du terrorisme sont complexes. Le terrorisme repose sur l'interaction entre l'absence de perspectives économiques, l'isolement social, la perte d'identité culturelle, la répression politique et le dysfonctionnement de l'État. Mais ces facteurs seuls ne débouchent pas inévitablement sur le terrorisme. Si c'était le cas, l'Afrique remplirait toutes les conditions pour être le point névralgique du terrorisme international. Au contraire, au lieu d'être dirigé vers l'extérieur, il semble que le potentiel de violence découlant de l'interaction entre ces facteurs en Afrique subsaharienne est en grande partie dirigé vers l'intérieur contre la société même de ces pays et prend la forme d'une criminalité violente accrue, de guerres civiles et de pillages par les chefs militaires.

Il ne fait aucun doute que le terrorisme (international) exige l'existence de deux facteurs supplémentaires : une idée susceptible de mobiliser et d'unifier, telle que celle offerte par le fondamentalisme islamique ; et des agitateurs habiles qui se servent de cette idée afin d'organiser une force terroriste puissante contre un ennemi extérieur commun.

## L'Islam en Afrique subsaharienne

Cela soulève la question de l'expansion et de la puissance de l'Islam en Afrique subsaharienne. Les spécialistes de l'Islam distinguent plusieurs centres de l'Islam dans la région, y compris la zone du Sahel en Afrique de l'ouest, la zone tropicale le long du golfe de Guinée, la région soudanaise du Nil, l'Éthiopie, la bande côtière dans l'est africain, la région habitée par les Somalis et la région du Cap. Dans chacune de ces régions, l'expansion de l'Islam a suivi un chemin différent où l'importance relative d'éléments spécifiques de la religion dépendait du contexte historique et social.

Toutefois, la plupart de ces régions semblent présenter deux caractéristiques communes. L'Islam ne s'y est pas développé en une religion d'État exclusive et l'interprétation du code juridique islamique semble avoir été modérée à tous les niveaux. Cela ne signifie pas pour autant que l'Islam n'y est pas une force politique. Au contraire. En Afrique de l'ouest, par exemple, les chefs spirituels et les leaders islamiques traditionnels ont joué et continuent de jouer un rôle central dans l'exercice du pouvoir politique et dans le maintien de systèmes clientélistes. Même la pratique ancienne d'une interprétation modérée de l'Islam est sujette au changement. Une radicalisation a été constatée avec l'introduction de la *charia* dans plusieurs régions du Nigeria, une stricte adhésion à la *charia* en Somalie et des tendances extrémistes parmi les musulmans d'Afrique du Sud. Les raisons de cette radicalisation sont en partie assez diverses. Dans le cas du Nigeria, il semble que l'activité missionnaire agressive menée par les Wahhabites saoudiens dans le nord du pays a joué un rôle décisif dans l'escalade du conflit opposant chrétiens et musulmans, un conflit qui s'est ravivé à l'occasion du concours de Miss monde l'an dernier.

Pourtant, en dépit de toutes ces différences, les processus de radicalisation ont un point commun. Dans les régions où les musulmans sont minoritaires, ceux-ci font généralement partie des perdants du changement politique et social que l'Afrique a connu au cours des dix dernières années. C'est notamment le cas dans les États côtiers d'Afrique de l'ouest et de l'est. En Afrique de l'ouest, la démocratisation a écarté les leaders musulmans et leurs partisans des sphères du pouvoir. En Afrique de l'est, la promotion sociale de la minorité musulmane est restée à la traîne par rapport à la moyenne déjà basse de la région.

La perte partielle de pouvoir pour les musulmans d'Afrique de l'ouest réside dans le conflit fondamental avec leurs prétentions au pouvoir basées sur la tradition. Les conflits sociaux dans les États côtiers d'Afrique de l'ouest se développent de plus en plus le long d'une ligne de partage nord-sud qui correspond en grande partie à la division géographique entre chrétiens et

musulmans. Cela est particulièrement visible au Nigeria, au Ghana et en Côte-d'Ivoire.

### **Terrorisme africain ?**

À court terme, il est néanmoins peu probable que les musulmans extrémistes d'Afrique subsaharienne deviennent une partie importante et intégrante du réseau terroriste al-Qaïda. Contrairement à l'Afrique du nord, il est probable que l'adhésion à ce réseau se limite à quelques individus. L'appel lancé par al-Qaïda après les attentats de Mombasa aux musulmans africains pour qu'ils adhèrent à leur cause a soulevé leur indignation bien plus qu'il n'a reçu leur approbation, hormis deux exceptions notables. Premièrement, le groupe somalien al-Ittihad al-Islamy est considéré comme faisant partie d'al-Qaïda. Il est soupçonné d'avoir perpétré les attentats de Mombasa – même si certains observateurs doutent que ce groupe soit encore opérationnel. Deuxièmement, certains éléments extrémistes en Afrique du Sud pourraient se développer en cellules terroristes.

Le développement possible d'une véritable variante africaine du terrorisme ne peut toutefois pas être entièrement exclu. Les ingrédients nécessaires – absence de perspectives économiques, isolement social, perte d'identité culturelle, répression politique et dysfonctionnement de l'État – sont pratiquement omniprésents en Afrique subsaharienne. Il ne manque plus qu'une idée susceptible de mobiliser les individus et des agitateurs pour diriger la violence générée par ces facteurs vers l'extérieur. Des indications de ce type de processus existent déjà.

En République démocratique du Congo (RDC), il est désormais monnaie courante de considérer que les souffrances du pays sont le résultat des politiques menées par les pays industrialisés. Ces derniers sont accusés de freiner le développement du pays afin d'empêcher le prix des matières premières de monter et d'utiliser des États tels que l'Ouganda et le Rwanda afin de garantir l'accès à ces ressources par la force. Après les attentats perpétrés au Kenya et en Tanzanie, l'idée selon laquelle l'Afrique est, après la fin de la guerre froide, de nouveau victime et le théâtre d'un conflit entre parties externes, à savoir le réseau terroriste d'al-Qaïda et l'alliance contre le terrorisme, risque de renforcer la tendance déjà largement répandue de croire en des thèses de complots. Les Africains se demandent de plus en plus si la guerre contre le terrorisme est "leur" guerre.

Dans les deux années qui viennent, l'importance de l'Afrique en termes de terrorisme international sera axée sur deux facteurs. Premièrement, les États africains faibles et désolés constituent une excellente retraite et leurs économies parallèles offrent de très bonnes conditions pour le blanchiment d'argent et le placement de capitaux. Deuxièmement, l'inefficacité des

appareils de sécurité étatiques crée un environnement propice aux attentats.

## **Désintégration de l'État et terrorisme**

L'Afrique subsaharienne compte plus d'États en difficulté que n'importe quelle autre région. La Somalie, le Liberia, la Sierra Leone et la RDC sont en proie à un processus de désintégration de l'État. La Guinée, le Tchad, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Soudan et l'Angola sont également à un stade avancé de ce processus. Mais même dans des États qui fonctionnent plus ou moins bien, tels que le Kenya, la Tanzanie, le Mali, la Zambie, le Cameroun, le Malawi et, jusqu'à récemment, la Côte-d'Ivoire, l'État est à peine capable de contrôler efficacement la violence et l'ensemble du territoire du pays. Les régions frontalières et les bidonvilles des grandes cités échappent déjà de facto au contrôle de l'État. La formation et l'équipement des forces de sécurité sont tout à fait insuffisants et la corruption et la criminalisation de la police sont très importantes. L'économie fantôme de ces pays en ruine permet des transactions monétaires et des trafics d'armes, de matières premières et de produits de consommation, sans lesquels les réseaux terroristes seraient dans l'incapacité de fonctionner. Bien que les rumeurs selon lesquelles al-Qaïda tire profit du commerce de diamants en Sierra Leone et de pierres précieuses en Tanzanie restent à prouver, elles sont tout à fait plausibles.

Le Kenya est un excellent exemple des conséquences de l'érosion du pouvoir de l'État. Le nord-est du pays, qui borde la Somalie, a été isolé du reste du pays pendant des années. Il n'est possible de voyager en sécurité dans cette partie du pays que dans des convois protégés par les militaires. Les forces de sécurité se sont retirées dans des forteresses isolées et ont laissé le contrôle de la région à des gangs et à des chefs militaires somaliens. Dans les zones de Nairobi touchées par la pauvreté, le pouvoir est entre les mains de milices dirigées par des sectes religieuses et des leaders ethniques. Bien fournies en armes par la Somalie, ces milices commettent des vols en série. Les officiers de police louent leurs armes et leurs véhicules à des groupes criminels et participent occasionnellement à ces vols. Les revenus qu'ils tirent de ces activités criminelles garantissent leur survie sur le plan matériel et leur donnent l'espoir d'une promotion sociale. Dans ces conditions, les forces de sécurité kenyanes n'auraient pas été en mesure d'empêcher les attentats de Mombasa, même si le gouvernement avait été suffisamment informé du danger et avait pris la situation au sérieux. Même s'il était déterminé à le faire, le gouvernement est pour l'heure incapable de contrôler le commerce de marchandises et la circulation des personnes à la frontière entre la Somalie et le Kenya.

L'incapacité de la plupart des forces de sécurité africaines à protéger les cibles des terroristes tranche fortement sur le large éventail de cibles potentielles, y compris les ambassades, les nombreuses agences et projets

d'organisations internationales de développement, les filiales d'entreprises américaines et européennes et les hôtels touristiques internationaux. Les ambassades américaines et les bureaux de l'organisation de développement USAID ressemblent déjà à des forteresses du Far West au 19e siècle. Les compagnies pétrolières et d'exploitation minière ont eu recours à des services de sécurité paramilitaires privés pour protéger leurs biens. Les ressortissants américains, européens et africains qui en ont les moyens se réfugient de plus en plus dans des communautés solidement gardées et minutieusement protégées. Mais il est impossible d'ériger des barrières efficaces autour de tous les établissements menacés. C'est particulièrement le cas des institutions isolées sur un plan géographique, qu'il serait trop coûteux de protéger. À titre d'exemple, citons les projets de développement dans des régions éloignées et les hôtels touristiques dans les parcs nationaux.

### **Que faut-il faire ?**

Comment les pays occidentaux industrialisés devraient-ils réagir face à ces dangers ? Le problème se résoudra dans une certaine mesure par lui-même. À mesure que le sentiment d'insécurité générale grandit en Afrique, lequel est aujourd'hui encore renforcé par le risque accru d'attentats terroristes, les touristes et les entreprises tournent de plus en plus le dos à la région, à l'exception de l'Afrique du Sud et de la zone située le long du golfe de Guinée où la prospection pétrolière attire encore d'importants investissements. Cette tendance accroît la misère économique existante dans la plupart de ces pays. Les spécialistes du développement et de l'Afrique réagissent au risque accru d'attentats terroristes pratiquement d'instinct en alléguant que les causes du terrorisme doivent être combattues. Mais même si la communauté des donateurs internationaux devaient consacrer une plus grande partie de ses ressources au développement économique et social, à la lutte contre la pauvreté et au dialogue culturel, il faudrait encore des décennies avant que les États africains ne parviennent à un niveau de développement qui rendrait peu probables les solutions violentes aux conflits. Par ailleurs, la richesse n'empêche pas la création de cellules terroristes comme le montre l'exemple de l'Arabie saoudite.

Le problème d'une menace terroriste croissante en Afrique exige également des mesures qui auront un effet à court terme. Parmi les possibilités, la tendance qui consiste à se retirer militairement de la région pourrait s'inverser. Les USA semblent déjà se diriger vers cette voie. Toutefois, le fait que ni la présence importante de troupes françaises à Djibouti ni les efforts de renseignement de la marine allemande au large de la côte somalienne et de l'Afrique de l'est n'ont pu empêcher les attentats de Mombasa, soulève des doutes quant à l'à-propos de cette suggestion. La tentative de combattre les cellules terroristes en Somalie avec une intervention des troupes éthiopiennes n'a connu qu'un succès limité. Le

renforcement de la capacité des États serait bien plus important pour la lutte contre le terrorisme en Afrique à court terme, notamment par une réforme et un soutien du secteur de la sécurité en général et de la police en particulier.

## **Conclusion**

Alors que l'Afrique subsaharienne présente de nombreux facteurs qui ont abouti à l'émergence d'un terrorisme international au Moyen-Orient et en Asie centrale, celle d'un type de terrorisme international véritablement africain est plutôt improbable – du moins dans un avenir proche. La principale menace terroriste en Afrique découle de l'incapacité des États africains à contrôler leur territoire et à protéger les cibles potentielles contre les attaques terroristes. L'Afrique ne peut pas remporter son combat contre le terrorisme sans certains investissements dans le renforcement de la capacité des États, notamment dans le secteur de la sécurité, de la part de ses partenaires américains et européens.

Une telle aide peut néanmoins être utilisée à mauvais escient pour saper la libéralisation politique et la démocratisation en Afrique et pourrait, dès lors, renforcer les facteurs politiques qui ont contribué à l'émergence du terrorisme international dans d'autres régions. La vigilance et une approche différenciée peuvent au moins minimiser ce risque.